

trop discutable et partiellement faux de nous "isoler", de nous "singulariser" dans tout ce qui constitue notre domaine moral et intellectuel", de ne pas nous "laisser entraîner, par malheur et par bêtise, dans le mouvement d'unification qui se poursuit dans les parlements, dans la presse, partout"? Le jour même, 7 mai, où M. Bourassa publiait ces lignes dans le *Devoir*, Mgr Paquet terminait, dans l'*Action Catholique*, une série d'articles sur cette même unification—qui ne doit être ni une fusion, ni une confusion, ni une absorption—d'une tout autre portée et d'un tout autre ton, heureusement.

Que vient faire enfin, dans l'organisation catholique et nationale des syndicats, cette précision discutable que nous sommes des "Français de jadis"? Pourquoi pas des Français de toujours? Nous ne sommes pas des fossiles. Les Français d'aujourd'hui ne nous font pas rougir de la fraternité que nous voulons garder avec eux. Pourquoi aussi cette attaque fautive et injuste contre le régime français et contre la France, contre nos origines, contre la "poignée de gueux", dont la fantaisie hargneuse de M. Bourassa voudrait nous faire descendre?

"Qu'on ne l'oublie point, écrit-il le 6 mai: nous sommes restés ici, il y a cent cinquante ans, une poignée de gueux, appauvris par un siècle et demi d'un régime colonial débilitant, entrecoupé de guerres incessantes. En nous disant adieu, notre première "mère-patrie" prit soin de retirer du pays tout ce qui restait de valeurs liquides et, par dessus le marché, de nous gratifier d'une bonne et belle banqueroute, déshonorante pour elle, ruineuse pour nous. Depuis, la France nous a aussi totalement oubliés et méprisés dans l'ordre économique que dans tous les autres. Seules les inlassables phalanges des admirables communautés françaises d'hommes et de femmes, dont un bon nombre chassées de France par le

gouvernement français, sont venues, après un siècle, nous apporter le précieux appoint de leurs œuvres apostoliques; mais, inappréciables dans l'ordre moral et intellectuel, ces renforts n'ont rien ajouté à notre patrimoine économique. Des rares capitaux français importés au Canada depuis quelques années, une notable partie, loin de nous aider, est venue fortifier l'armature économique des Anglo-Saxons".

Il est facile de voir la passion qui perce dans ces lignes, mais il est bien impossible de découvrir à quelle bonne fin elle peut tendre. Elle ne peut que faire du mal. Comme trop d'autres attaques pleines de rancœur qui gâtent ces articles, celle-ci ne peut que nuire à la cause pourtant belle qu'elle prétend vouloir défendre.

En cette circonstance, comme en bien d'autres depuis quelques années, il faut dire que c'est bien dommage de voir mettre une bonne cause en danger, par des préoccupations ou des passions essentiellement désorganisatrices.

Il n'y a pas ici de gaspillage que l'influence d'un réel talent, il y a, mise en danger grave, une part notable de nos meilleurs intérêts religieux et nationaux.

J.-A. LANDER

P. S.—Nous avons laissé de côté, du moins pour le moment, dans le précédent article, une grosse question traitée incidemment et trop incomplètement dans les quatorze articles du *Devoir* sur les syndicats: celle de l'organisation des services d'utilité publique. Il y aurait des réserves à faire et des éclaircissements à demander sur les opinions assez peu nettes du chef nationaliste sur ce sujet très compliqué.

J.-A. L.



LETTRE DE FRANCE

LA LÉGION D'HONNEUR EN ALSACE-LORRAINE



Paris, 6 mai 1919

Trente ou trente-cinq Alsaciens-Lorrains viennent de recevoir la croix de la Légion d'honneur. Ils ont été choisis parmi la multitude des citoyens, hommes et femmes, qui, placés sous la rude autorité allemande, ont, durant de longues années, donné l'exemple d'un invincible attachement aux traditions françaises. Ainsi une religieuse est décorée, en compagnie d'avocats, de magistrats, d'administrateurs, d'industriels, et de deux prêtres. Plusieurs des nouveaux décorés avaient pu, à la veille de la guerre, aux premiers indices de mobilisation, s'échapper de la sujétion allemande et, risquant leur vie, gagner la vieille terre française. De là, pendant quatre ans et demi, ils ont soutenu la confiance de l'Alsace-Lorraine encore captive.

Les deux prêtres que le gouvernement français

vient de décorer figuraient au premier rang de ces annonciateurs de la libération. Ce sont l'abbé Wetterlé et le chanoine Collin; l'un, Alsacien, de Colmar; l'autre, lorrain, de Metz; tous deux expérimentés et zélés praticiens en fait de journalisme. Jusqu'à la veille de la guerre, ils ont su, malgré les continuelles tracasseries et les continuelles menaces de l'autorité allemande, maintenir, chacun dans sa région, un journal écrit en français, en excellent et spirituel français. Aussitôt installés à Paris, l'abbé Wetterlé et le chanoine Collin se sont trouvés plus que jamais journalistes. On appréciait leur talent, autant que leur caractère et leur vaillance. Durant les quatre années et demi de guerre, ils ont fourni à divers journaux une collaboration précieuse, abondante et brillante.

Je retrouve, bien par hasard, un des articles qu'au mois de septembre 1914 l'abbé Wetterlé publiait dans